

Convention collective

IDCC : 9541. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE
(MEURTHE-ET-MOSELLE)**
(29 avril 1977)

(Etendue par arrêté du 26 décembre 1977,
Journal officiel du 14 février 1978)

AVENANT N° 75 DU 10 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797135M*
IDCC : *9541*

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat professionnel des entrepreneurs de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers de Lorraine ;
La fédération départementale des CUMA de Meurthe-et-Moselle,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats CGT-FO ;
L'union départementale des syndicats CFTC ;
L'union départementale des syndicats CFDT ;
La confédération française de l'encadrement CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'alinéa 1 de l'article 1^{er} de la convention collective est modifié comme suit :

« La présente convention détermine les rapports entre les employeurs et les salariés de tout âge, sexe, nationalité ou domicile :

- des exploitations de polyculture-élevage ;
- des exploitations de production de fruits ;
- des établissements de toute nature (dirigés par l'exploitant agricole) ayant pour objet la transformation, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, sous réserve des dispositions spécifiques faisant l'objet de l'annexe III de la présente convention ;

- des structures d'accueil touristiques ou pédagogiques qui ont pour support l'exploitation agricole à l'exclusion des centres équestres, sous réserve des dispositions spécifiques faisant l'objet de l'annexe III de la présente convention ;
- des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers ;
- des CUMA du département de Meurthe-et-Moselle. »

Article 2

Il est créé une annexe III rédigée comme suit :

ANNEXE III

Dispositions particulières concernant le personnel relevant d'activités agri-touristiques

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant complète ou adapte, en ce qui concerne les salariés occupés exclusivement dans les structures agri-touristiques et dans les activités de vente directe, de diversification, les dispositions de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle.

Les autres dispositions de cette convention collective s'appliquent à ces salariés pour les matières qui ne sont pas traitées par le présent avenant.

Celui-ci s'applique aux établissements de toute nature (dirigés par l'exploitant agricole) ayant pour objet la transformation, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ainsi qu'aux structures d'accueil touristique ou pédagogiques qui ont pour support l'exploitation agricole à l'exclusion des centres équestres.

Article 2

Classification des emplois agri-touristiques et de diversification

Niveau 1 : Emplois d'exécutant

Echelon A : Emploi comportant des tâches d'exécution simple, parfois répétitives ne nécessitant aucune connaissance particulière ni aucune expérience professionnelle particulière. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises sans avoir à faire preuve d'initiative.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : plonge, aide de cuisine, aide à la transformation de produits fermiers, ménage, commis de salle...

Echelon B : Emploi comportant des tâches sans difficulté particulière, dont l'exécution requiert toutefois un temps d'adaptation nécessaire à la maîtrise des savoir-faire. Ces tâches sont exécutées selon des consignes précises et ne nécessitent que peu d'initiative de la part du titulaire.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : accueil, employé de salle...

Niveau 2 : Emplois spécialisés

Echelon A : Emploi comportant des tâches d'exécution plus complexes nécessitant plus d'initiative et une bonne maîtrise des savoir-faire. L'exécution des tâches est réalisée à partir de consignes plus générales.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : préparation et entretien des chevaux, encaissements...

Echelon B : Emploi comportant la participation occasionnelle à des travaux qualifiés. Le titulaire de l'emploi a la responsabilité du matériel dont il a la charge et doit en assurer l'entretien courant selon des consignes données.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : second de cuisine, vente de produits fermiers...

Emploi correspondant au référentiel CAPA ou équivalent

Niveau 3 : Emplois qualifiés

Echelon A : Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées nécessitant une certaine autonomie dans le cadre d'instructions reçues. Le titulaire de l'emploi est responsable de la bonne exécution de son travail et prend les initiatives nécessaires suivant les conditions particulières rencontrées sur le terrain.

Dans l'accomplissement de sa tâche, le titulaire de l'emploi peut être assisté d'autres salariés dont il guide le travail grâce à ses connaissances et son expérience professionnelle.

Exemple d'activités ou d'emplois correspondant à cet échelon : cuisinier, animateur équestre et pédagogique, responsable de salle, responsable de la transformation de produits fermiers, gestion des stocks...

Echelon B : Emploi comportant l'exécution d'opérations qualifiées plus large. Le titulaire dispose d'une plus grande autonomie quant à l'organisation de son travail dans le cadre des instructions données. Il prend les dispositions nécessaires pour s'adapter aux changements survenant lors de l'exécution du travail.

Emploi correspondant au référentiel BEPA ou équivalent

Niveau 4 : Emplois hautement qualifiés

Echelon A : Emploi comportant l'organisation et l'exécution du travail dont le titulaire assume la responsabilité dans le cadre de directives périodiques données, concernant les indications générales sur la planification du travail et les résultats attendus.

Il exige des connaissances et une expérience professionnelle éprouvées permettant de participer aux décisions techniques, de réaliser une utilisation optimale des moyens mis à disposition, d'observer, d'apprécier, de diagnostiquer et d'en rendre compte à l'encadrement ou au chef d'entreprise.

Echelon B : Emploi pouvant comporter en outre la participation à des fonctions complémentaires directement liées à son activité sous la responsabilité d'un cadre ou du chef d'entreprise.

Il peut également comporter la nécessité d'assurer la surveillance rapprochée de l'exécution du travail d'un ou plusieurs aides à partir de directives données par l'encadrement ou le chef d'exploitation et de façon accessoire et temporaire, l'organisation du travail en équipe.

Emploi correspondant au référentiel BTA ou équivalent

Les parties signataires conviennent également que certains emplois peuvent relever le cas échéant de la classification cadre telle que prévue par la convention collective du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagement ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle et dans les conditions prévues par celle-ci.

Article 3

Horaires de fin de journée

Sans préjudice des dispositions des articles L. 213-1 et suivants du code du travail régissant le travailleur de nuit et de façon exclusive pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant tel que défini à l'article 1^{er}, les horaires de travail se situant entre 22 heures et 7 heures donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires.

Article 4

Rémunération du travail du dimanche et des jours fériés

Article 4.1

Dimanches travaillés

De façon exclusive, pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant, et compte tenu de leur caractère habituel lié au bon fonctionnement de l'entreprise, les heures de travail effectuées le dimanche ne sont pas majorées.

Article 4.2

Jours fériés travaillés

Article 4.2.1

1^{er} Mai travaillé

Le salarié qui travaille le 1^{er} Mai reçoit, en plus de la rémunération de ses heures de travail, l'indemnité qui lui serait versée pour le chômage de ce jour férié.

Article 4.2.2

Autres jours fériés travaillés

Lorsque les autres jours fériés travaillés tombent un dimanche, ceux-ci ne sont pas majorés.

Par contre, lorsque ces jours fériés sont travaillés un autre jour que le dimanche, ceux-ci donnent lieu à une majoration de 15 %.

Cette majoration ne se cumule pas avec les majorations relatives au paiement des heures supplémentaires et avec celle prévue dans le cadre des horaires de fin de journée.

Article 5

Repos quotidien et hebdomadaire

Le salarié devra bénéficier d'un repos quotidien d'une durée minimale de 11 heures consécutives.

De même, pour les activités entrant dans le champ d'application du présent avenant, et quel que soit son temps de travail et la nature de son contrat, le salarié devra bénéficier d'un repos hebdomadaire de 24 heures consécutives.

Ce repos pourra être pris un autre jour que le dimanche selon les modalités fixées par les dispositions de l'article L. 714-1 du code rural.

Article 3

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 10 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)